

Discours de Madame Christiane TAUBIRA, ULB, 26 avril 2018

Monsieur le Recteur Yvon Englert, Monsieur le
Pro-Recteur, Monsieur le Président du conseil
d'administration, Madame la Doyenne,
Messieurs les Doyens, Mesdames
Messieurs les Professeurs,
Mesdames, Messieurs,
Distingués invités,

Il me revient le privilège de m'exprimer au nom des autres
récipiendaires de cette prestigieuse distinction de
Docteur Honoris Causa de l'Université Libre de Bruxelles.

Au nom donc de Monsieur Siegi Hirsch, éducateur,
thérapeute qui a survécu aux camps de concentration.
Si vous m'y autorisez, je veux vous exprimer, Monsieur
Hirsch, mon respect, mon estime, et même si vous ne m'y
autorisez pas, mon affection et ma tendresse. Et en dehors
de tout protocole je veux présenter mes hommages à votre
épouse pour qui elle est.

Je parle aussi au nom de Monsieur Ahmed Imsej,
politologue, économiste, militant de la mémoire,
de Monsieur Ken Loach, cinéaste prodigieux, engagé
sur les causes de justice sociale et de solidarité.

Ils ont consenti à ce que je prenne la parole et je les
remercie pour leur confiance.

Il me revient donc cet insigne honneur de m'adresser à vous et d'abord de vous dire notre gratitude d'être ainsi accueillis dans votre communauté universitaire.

« Quelque part, au fond de toi, il y a cette personne libre dont je te parle, trouve-la et laisse-la faire du bien dans le monde ». C'est de Toni Morrison, Prix Nobel de littérature dans son roman « Home ».

Mesdames et messieurs, nous nous tenons ici, en conscience aiguë du lieu et de ses symboles ; d'éminentes personnalités nous ont précédés à cette place ; nous prenons donc toute la mesure du geste ainsi accompli.

Lieu de circulation des connaissances, des savoirs, des expériences, des personnes, l'université est bien le creuset des apprentissages fondamentaux pour l'émancipation, l'autonomie pensée, l'indépendance d'esprit.

Elle est bien l'endroit où le message à vocation universaliste des Lumières doit consentir à froter le sujet abstrait de la Déclaration des Droits de l'Homme au citoyen concret qui aspire à ses droits, à ses libertés et accepte ses obligations.

Ce n'est donc pas l'Être sans être, la personne sans chair sans histoire, sans mémoire, sans langue, sans rituel qui évolue ici. Ce sont bien des personnes de chair, d'opinion, d'avenir qui font ici communauté intellectuelle, communauté de savoir, communauté d'interrogations et de doutes.

Nous sommes donc tous les quatre particulièrement heureux de rejoindre cette Cité où la *disputatio* permet de se soustraire à l'arbitraire des cadres de pensée figée, permet de dépasser le désordre des instincts, de surmonter l'étroitesse de l'intérêt particulier, d'échapper aux idées reçues.

Lieu de transmission, l'université est aussi un lieu de renouvellement, d'invention, d'audace ; c'est pourquoi il est bon et il est recommandé de laisser libre cours à sa *curiositas*, au sens humaniste du concept, afin de prendre et d'offrir aussi sa part dans le défrichage et l'établissement de connaissance, de compréhension.

Il est d'ailleurs intéressant de s'arrêter très très rapidement, très sommairement sur la création des universités.

Les universités européennes ont été créées au Moyen-Âge non sous l'empire de la raison, mais sous l'emprise de la religion.

L'enseignement s'articulait autour de la théologie et du droit canon et puis, l'esprit d'examen et la raison critique ont peu à peu pénétré cet univers jusqu'aux quatre facultés du XVIII^e siècle : les Arts, la Médecine, le Droit, la Théologie... encore !

Votre université, je crois, en a connu quelques soubresauts à la fin du XIX^e siècle.

Et les Sciences, aussi, ont pénétré de plus en plus et elles se sont affirmées de telle façon que s'est imposée l'idée selon

laquelle le progrès scientifique et le progrès moral cheminent de concert ; et l'université qui est le biotope des courants de pensée a vu éclore de véritables internationales intellectuelles, comme le Positivisme d'Auguste Comte, dont la doctrine a aussi croisé l'histoire de votre université. Une doctrine qui a inspiré des hommes d'Etat notamment dans leur conception de l'instruction publique, tels que Jules Ferry en France, ou Emile Littré qui, pour son fameux dictionnaire, s'en est également inspiré, en a subi l'influence.

Et puis ces professeurs politiques d'Allemagne, qui pour soutenir leurs étudiants en révolte, ont conçu un vade-mecum de leurs droits constitutionnels.

On considère qu'ils ont réussi à jeter, dans l'effervescence des débats publics, les fondements de l'état de droit, et au XX^e siècle une autre internationale intellectuelle, le Structuralisme a réussi à parvenir par-delà les matières, par-delà les frontières, à nourrir la réflexion commune.

Mais les universités sont aussi des lieux de lutte parce que cet éveil de l'esprit évidemment a des répercussions sur le rapport des universités et des étudiants à l'ordre et au pouvoir, et les campus ont été, sous toutes les latitudes, des lieux de protestation et de revendication des libertés, des droits civiques, de plus de justice. Ce fut le cas en Europe, ce fut aussi le cas hors d'Europe par exemple aux Etats-Unis notamment dans les Etats du Sud, dans la lutte contre la ségrégation.

Ce fut aussi le cas au Mexique, on se souvient du massacre de Tlatelolco ; ce fut le cas en Afrique du Sud où

l'Université du Cap a été si fortement impliquée dans la lutte anti-apartheid.

Notre vigilance est appelée à ne pas s'assoupir car nous savons que les sciences qui sont neutres dans leur rigueur peuvent néanmoins être enrôlées pour des intérêts égoïstes ou pour des projets dévastateurs, de sorte que, par exemple, les pratiques nazies ont conduit le tribunal de Nuremberg à regrouper et à énoncer dix principes fondamentaux d'éthique biomédicale.

Monsieur le Recteur, Mesdames, Messieurs les professeurs d'université, vous avez engagé en cette année académique, un plan d'action autour des diversités et c'est cette année que vous avez choisi de nous faire l'honneur de nous inviter à nous placer à vos côtés.

Nous le recevons comme une admission dans la Cité, votre Cité, cette Cité qui se veut et qui se sait « Cité-Monde » et qui pratique partout, dans les salles de cours, dans la cour, dans les laboratoires, en conscience ou par méthodologie, une pratique quotidienne des expériences d'altérité.

Il n'y a à cela rien de bien étonnant, ici dans cette ville, cette « ville-monde » Bruxelles, ce qui ne signifie pas qu'on ait fait forcément table rase de tous les préjugés.

Mais au-delà de ce que l'on entend habituellement par diversités, à savoir tout ce que peuvent contenir de différence le genre, l'âge, l'apparence physique, le handicap, la conformation, la carnation, la situation économique, la condition sociale, les croyances, la non-

croyance, l'appartenance ethno-culturelle, les affinités amoureuses ; toutes ces différences qui, au fond, ne sont que la beauté, la mélodie d'un jardin.

Par-delà les différences, ce que proclame la diversité, c'est tout simplement l'état du monde avec sa richesse, sa complexité, ses ambiguïtés aussi, ses opacités, ses impromptus.

Or, nous constatons une perte progressive : la diversité des idées, des cultures, des modes de vie et comme une complémentarité structurelle entre les politiques néolibérales et les pratiques ou les régimes autoritaires.

Nous sommes responsables de ce monde-là, c'est une responsabilité ontologique : nous en sommes responsables au sens étymologique du terme, c'est à dire que nous en répondons et nous répondons y compris des actes que nous n'avons pas commis dès lors que ces actes altèrent, nient, piétinent, détruisent notre commune humanité.

En répondre, c'est aussi œuvrer, et parler, de façon à ce que jamais aucun argument ne puisse faire autorité si cet argument viole la dignité inaliénable d'une personne humaine, de quelque personne humaine que ce soit, de toute personne humaine, telle que cette dignité est inscrite dans la Convention Européenne des Droits de l'Homme et dans de nombreuses conventions internationales.

Il n'existe pas de balance qui fasse équivalence entre les souffrances, les tragédies en sont toutes, elles sont toutes singulières, l'une n'efface pas l'autre, c'est la différence entre les vérités historiques et les analystes politiques.

Nous répondons de ce monde et la responsabilité de notre génération c'est de préparer et d'instruire les générations suivantes, leur faire savoir que les cultures, les langues, les coutumes, les mœurs, les croyances sont légitimes tant qu'elles n'abaissent pas la personne humaine, tant qu'elles ne l'humilient pas, tant qu'elles ne mutilent pas cette personne humaine.

Nous avons à les instruire de l'unité de l'espèce humaine ; nous avons aussi à les préparer à ces défis auxquels ils sont confrontés et notamment aux défis des réfugiés et des migrants, car les femmes, les enfants, les hommes ne vont pas cesser de circuler et leur circulation met à l'épreuve nos principes, nos valeurs et nos discours.

Nous devons donc accompagner et encadrer cette génération à laquelle nous léguons tant de drames et tant de tragédies.

Ce mois d'avril est un mois anniversaire de plusieurs sombres événements : le génocide des Arméniens, déportations, massacres, famine, épuisement, dont le commencement est daté du 24 avril 1915.

Le génocide tutsi des Tutsis au Rwanda qui commence le 7 avril 1994 et ce mois d'avril est aussi le mois anniversaire du décret du 27 avril 1848 qui abolissait pour la deuxième fois et enfin définitivement l'esclavage dans les colonies françaises.

Nous sommes les gardiens, les héritiers de toutes ces

histoires, nous devons en tirer enseignement et, à partir de ces histoires construire un nouvel humanisme, celui de nos modernités, ces modernités qui sont chargées du savoir que nous avons accumulé autant sur les expériences humaines de dévastation que sur les expériences humaines de fraternité.

Merci.